

Evaluation de la politique gouvernementale en matière de CULTURE

Le programme gouvernemental 2013, en matière de culture et de développement culturel, est un programme qui, par ses considérants sur la culture, par sa référence au Pacte Culturel de décembre 2008 et par les actions proposées, aurait pu constituer un levier de développement important, non seulement pour le secteur artistique et culturel, mais aussi en faveur d'une société plus juste, plus ouverte et plus démocratique.

La culture y est définie comme « un droit fondamental pour chaque citoyen » et comme « un bien auquel toutes les personnes – indépendamment de leur position sociale – ont droit ». Le programme gouvernemental précise aussi que la culture doit être « un facteur d'intégration sociale » et que « toute instrumentalisation (de la culture) à des fins politiques et commerciales » doit être évitée.

Par ailleurs, les chantiers énumérés correspondent largement aux enjeux auxquels doit faire face une société multiculturelle telle que la nôtre : stratégie culturelle et dialogue interculturel, pacte culturel, amélioration des conditions-cadre pour les artistes, politique de subventionnement et de conventionnement, le Ministère de la Culture : un lieu de rencontre créatif et ouvert, la culture en tant que facteur d'intégration, protection des sites et monuments.

Le Forum Culture(s) doit malheureusement constater aujourd'hui, plus de quatre ans après la mise en place du présent gouvernement, que la plupart des chantiers n'ont guère avancé et que la déception s'est installée parmi les artistes et les acteurs culturels qui attendaient beaucoup de ce programme. Comme nous le montre notre « Baromètre » ci-joint, le « rouge » (montrant les points qui n'ont pas avancé) prédomine, avec peu de « vert ».

Les points qui nous paraissent les plus faibles, dans l'action sans grande inspiration du Ministère de la Culture, concernent notamment :

- l'intégration culturelle et sociale. Si notamment l'œuvre Grande-Duchesse Charlotte et, dans une moindre mesure, le Ministère de la Famille ont soutenu nombre d'initiatives intéressantes de la société civile dans ce domaine, le Ministère de la Culture a été aux abonnés absents, tant pour soutenir des initiatives citoyennes que pour donner des impulsions ;
- l'amélioration des conditions-cadre, la formation continue et la promotion de nos artistes ;
- le travail législatif, où l'on attend toujours une nouvelle loi sur le patrimoine, ainsi que sur l'archivage ;
- la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives Nationales ;
- le dialogue interculturel et l'absence de dialogue avec la scène artistique et culturelle dans les prises de décision du Ministère ;

Ce qui nous semble aussi plus particulièrement navrant, c'est que l'actuel Gouvernement avait promis une autre « gouvernance culturelle », « un partenariat proactif et ouvert » avec les artistes et les acteurs culturels, ainsi que des « règles claires, transparentes, traçables, compréhensibles et identiques » concernant le subventionnement », ainsi qu'une « approche interministérielle » plus systématique. Pratiquement rien n'a été fait dans ces domaines. Ainsi les centres culturels conventionnés attendent toujours de connaître quelles ont été les « règles claires, transparentes etc. » selon lesquelles ils ont été évalués au moment de l'annulation, puis, après des mois, de reconduction partielle de leurs conventions. Seul le FOCUNA a fait dans ce domaine des efforts très louables de clarté et de transparence.

Un des engagements les plus forts semblait être, dans le Programme gouvernemental, « la publication à **courte échéance** d'un plan de développement culturel (*Kulturentwicklungsplan*), pour mettre en place une politique culturelle à long terme. Sur ce point, et malgré les efforts très louables de Jo Kox sur ce dossier, qui fait un travail de documentation extraordinaire et qui a consulté largement les milieux artistiques et culturels, travail dont il a rendu compte lors des Ateliers post-Assises à Mersch, en juillet dernier, nous n'avons toujours pas un état des lieux, sur la base d'une analyse SWOT tant de la « scène » artistique et culturelle que de l'action du gouvernement et des communes, ni des finalités et objectifs que se fixent les Ministre et Secrétaire d'Etat à la Culture pour un tel plan de développement culturel, ni la définition des chantiers prioritaires. Par ailleurs, où est le Comité de Pilotage qui devrait accompagner un tel processus démocratique et transparent? Le travail d'une seule personne ne permet pas vraiment de suivre des principes tels que : communication et transparence ; réflexion et partage ; cohérence des politiques ; *empowerment* des acteurs et participation citoyenne). Enfin, quels seront les critères et indicateurs (SMART de préférence) qui permettront une évaluation périodique ?

On peut se demander aussi ce qu'un tel plan de développement culturel, annoncé pour les prochaines Assises Culturelles à la fin juin 2018, peut avoir comme impact en fin de législature et à un moment où les programmes culturels des partis politiques, en vue des élections d'octobre 2018, seront déjà écrits et approuvés.

Voilà pourquoi le Forum Culture(s) espère que les quelque huit mois qui restent au gouvernement et au Ministère de la Culture seront bien utilisés pour faire un état des lieux, pour définir des finalités et objectifs précis, pour travailler à une gouvernance culturelle transparente et en dialogue avec les scènes artistiques et culturelles, impliquant les acteurs afin d'induire des processus démocratiques permettant au prochain gouvernement de terminer un Plan de Développement Culturel qui permettra à notre pays d'affronter, ensemble avec les artistes et acteurs culturels, les nombreux défis culturels, dans le secteur de la culture, mais aussi au-delà.

Luxembourg le 5 février 2018

p. forum Culture(s)

Claudine Bechet, Claude Frisoni, Robert Garcia, Camille Kerger, Serge Kollwelter, Michel Pauly, Paul Rauchs, Christian Ries, Mily Tasch, Paul Thiltges, Serge Tonnar, Raymond Weber